

**Contact Médias**

**Berlin:**

Jeff Lovitt  
Tél: +49 30 3438 2045  
Portable: +49 162 419 6454  
press@transparency.org

**Londres:**

Susan Côté-Freeman  
Tél: +44 207 610 1400  
freeman@transparency.org

**Washington DC:**

Frank Vogl  
Tél: +1 (202) 331 8183  
voglcom@aol.com



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL

La coalition contre la corruption

<http://www.transparency.org>

Otto-Suhr-Allee 97-99,  
D-10585 Berlin, Allemagne  
Tél: +49-30-3438 2045/61  
Télécopie: +49-30-3470 3912

## **L'opinion publique outragée oblige les gouvernements à rendre des comptes et force les dirigeants corrompus à quitter leurs fonctions, précise le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001***

Du blanchiment d'argent et de la corruption dans les zones de conflits jusqu'au renversement de Fujimori au Pérou, le *Rapport mondial sur la corruption 2001* montre les progrès accomplis et les défis à venir

**Londres, 15 octobre 2001** --- "Le voile secret qui entourait la corruption est en train de s'effilocheur à grands pas," énonce le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001*, publié aujourd'hui par Transparency International (TI), la principale organisation non-gouvernementale de lutte contre la corruption. Aux Philippines, «l'opinion publique outragée a forcé un dirigeant national à quitter ses fonctions», tandis qu'au Mexique et ailleurs, "de nombreuses élections importantes se sont concentrées sur la lutte contre la corruption".

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* est le premier rapport complet sur l'état de la corruption dans le monde. «Nous publions le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* afin de mieux faire comprendre à l'opinion publique l'envergure de la corruption et les préjudices que ce fléau cause à l'établissement de la démocratie, à la protection des droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à la création d'une situation équitable pour tout le monde dans les transactions commerciales internationales», déclare Peter Eigen, Président de Transparency International. «Malheureusement, même le terrorisme prospère sous les ailes de la corruption».

TI prévoit de publier le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* une fois par an. Les rapports régionaux détaillés du *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* portant sur les toutes dernières tendances et évolutions dans le monde «dressent un tableau alarmant» précise Peter Eigen. «La corruption accentue la pauvreté partout dans le monde en altérant la vie politique, économique et sociale», dit-il en ajoutant néanmoins que «le nouveau rapport contient une lueur d'espoir. Les auteurs, qui sont des journalistes et des intellectuels issus de nombreuses nations, trouvent qu'un nombre croissant de gouvernements et d'organisations commerciales commencent, avec modération certes, à prendre des mesures afin d'enrayer la corruption. On remarque notamment que les citoyens aux quatre coins du monde commencent à s'activer pour exiger que les politiques rendent des comptes.

«La corruption est maintenant à l'ordre du jour au plus haut niveau de la politique. Alors que John McCain s'est acquis un soutien national aux Etats-Unis grâce à sa critique des pratiques de dessous-de-table dans le financement des campagnes électorales», les politiques au Mexique et au Nigeria ont placé la lutte contre la corruption au centre de leurs préoccupations» déclare Peter Eigen lors de la publication du *Rapport Mondial sur la Corruption 2001*. Mais les organisations de société civile exigent plus que jamais que les politiques rendent des comptes, poursuit-il: «des campagnes en faveur de *candidats transparents*, qui exigent des politiciens qu'ils révèlent leurs sources de financement - campagnes lancées par les Sections nationales de Transparency International en Equateur, Argentine, Lettonie et maintenant en Allemagne- jusqu'aux vagues de protestations à l'encontre des élites politiques corrompues aux Philippines et au Pérou, force est de constater qu'il y a eu un profond changement dans l'attitude de l'opinion publique à l'égard de la corruption».

«Le message du *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* est clair comme de l'eau de roche» dit Peter Eigen. «Alors que le système de *copinage* persiste, une coalition internationale apparaît pour bloquer les voies utilisées par les élites corrompues pour détourner leurs biens mal acquis vers des comtes bancaires étrangers. Le rapport souligne le besoin essentiel de produire de plus gros efforts au niveau national et international afin d'enrayer la corruption. Depuis l'attaque du World Trade Centre, le monde prend enfin conscience de l'urgence d'accélérer la cadence des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, mais il est également primordial que nous travaillions partout dans le monde au développement d'une meilleure compréhension de l'importance cruciale que jouent un système judiciaire indépendant et une presse libre si l'on veut obliger les gouvernements à rendre des comptes à l'opinion publique».

«Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* s'attaque à des questions délicates, que ce soit l'affaire Elf Aquitaine, la corruption dans les zones de conflit ou la chute de dirigeants corrompus» ajoute le rédacteur en chef du nouveau rapport, Robin Hodess. «Nous avons réuni un grand nombre d'auteurs exceptionnels ayant pour mission d'écrire de façon honnête sur les tendances de corruption dans les parties du monde qu'ils connaissent le mieux et sur une série de problèmes particuliers tels que le blanchiment d'argent, la corruption dans le financement des partis politiques, la transparence dans le commerce des diamants et la mise en application de nouvelles législations internationales anti-corruption» a-t-elle ajouté.

«Nous racontons, à travers 12 rapports régionaux, l'histoire mondiale de la corruption à l'heure actuelle tout en créant un ouvrage de référence unique qui fournira des résumés des travaux de recherche et d'enquêtes portant sur la corruption. Nous pensons que cette partie du livre sera considérée comme un outil de référence indispensable dans les universités et les salles de rédaction des médias» précise Robin Hodess.

Le *Rapport Mondial sur la Corruption 2001* montre les réformes positives – telles que les percées législatives et la création d'agences indépendantes de lutte contre la corruption – aussi bien que les échecs. Il met en lumière les campagnes que la société civile mène dans sa lutte contre la corruption dans le monde, en soulignant qu' «avec l'aide des médias d'information et du pouvoir électoral, l'action civique a joué un rôle de contrôle essentiel dans la lutte engagée pour stopper les pratiques de corruption». L'attention que les médias ont porté à la corruption a eu pour effet une large prise de conscience que la corruption étouffe les sociétés partout dans le monde. En dépit des dangers auxquels les journalistes sont confrontés, les médias ont publié avec détermination des reportages pendant des années, que ce soit sous la forme d'enquête sur la corruption au sein du Sénat argentin ou bien de révélations sur les mauvaises pratiques électorales au Ghana. Toutes proportions gardées, les médias d'information ont également réussi à devenir plus actifs dans des endroits du monde peu connus pour leur liberté de presse tels que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

«La prééminence accrue de la corruption dans le débat public a obligé les dirigeants, aussi bien les nouveaux que les autres, à essayer de s'attaquer à la corruption» écrit Peter Eigen. Le Président russe Vladimir Poutine cherchant à faire respecter l'autorité de la loi, a dû se rendre à l'évidence que la corruption sévissait à travers toute la classe dirigeante russe: une seule décennie de privatisation des biens étatiques a eu pour résultat la fuite de dizaines de milliards de dollars sur les comptes bancaires personnels situés outre-mer des anciens fonctionnaires de l'administration. Au Japon, les nouveaux

dirigeants semblent comprendre que la reprise économique exige un relâchement du musellement qui a maintenu le tabou sur la corruption au sein du débat politique. Accusé il y a peu de temps encore de faire traîner les choses, le gouvernement japonais, ainsi que le gouvernement travailliste réélu en Grande-Bretagne, a commencé à aligner sa législation nationale sur la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption».

Si vous souhaitez de plus amples informations ou si vous désirez obtenir un exemplaire, veuillez contacter Robin Hodess: tél. +49 30 3438 2036 ou, si vous désirez lire le Rapport Mondial sur la Corruption sous forme électronique, vous pouvez vous rendre sur le site suivant:

[www.globalcorruptionreport.org](http://www.globalcorruptionreport.org)

Extraits du Rapport Mondial sur la Corruption 2001:

*«L'ombre de la corruption est vaste, mais ce sont les pauvres dans le monde...qui en font les frais... Les pays développés ont la responsabilité de dénicher les sources de la corruption...et d'assister en tant que partenaires actifs à la chasse aux fonds dérobés et à leur restitution aux pays en voie de développement».*

**Clare Short, Secrétaire d'Etat britannique chargé du Développement International**

*«Je maintiens que la source principale de corruption est l'exercice abusif du pouvoir, qu'il soit économique, politique ou militaire. Dans les pays tels que le mien, l'accession à des fonctions publiques (soit par élection populaire soit par nomination) est synonyme de pillage: le poste offre un chèque en blanc et la garantie d'un enrichissement personnel considérable. Ceci est une règle tacitement acceptée par tous ceux qui se déclarent 'politiciens'»*

**Rigoberta Menchú Tum, Prix Nobel de la Paix et Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO**